

## A force de concessions, M. Obama réforme Wall Street

15.07.10 | 18h41 • Mis à jour le 16.07.10 | 11h00

**E**st-ce *"la fin du rodéo à Wall Street"*, comme le prédisait Harry Reid, chef de la majorité démocrate au Sénat américain? La plus vaste réforme du secteur financier jamais opérée depuis la Grande Dépression des années 1930 aux Etats-Unis a obtenu, jeudi 15 juillet, à Washington, l'aval final des sénateurs.

Dans la foulée, le président Barack Obama devait promulguer le texte. Son adoption définitive sera assurée par des centaines de décrets rédigés par les dix régulateurs concernés dans un délai de trois mois à quatre ans. En dépit de la rancœur entretenue par l'opinion publique envers les banquiers de Wall Street, l'accord, baptisé *"Dodd-Frank"*, du nom de ses deux principaux architectes, le sénateur Christopher Dodd et le représentant Barney Frank, a été obtenu à 60 voix contre 39.

Pour l'opposition républicaine, ce projet n'est rien d'autre qu'un *"Job Killer"* (tueur d'emplois). Selon eux, les règles imposées aux banques pénaliseront l'octroi de crédits et aggraveront le chômage. Ils dénoncent aussi une réforme qui étend *"monstrueusement"* le pouvoir de la bureaucratie et pointent une *"omission flagrante"*: ne pas avoir inclus dans ce texte la réforme de Freddie Mac et Fannie Mae, les géants du crédit hypothécaire. Ils feront l'objet d'une autre loi prévue en 2011.

L'ambition du texte est d'encadrer les activités des banques et de prévenir l'apparition d'une nouvelle crise. Il s'agit aussi d'éviter les sauvetages en cascades d'établissements aux frais du contribuable. *"Soyons très clairs sur le sujet, il ne sera plus jamais demandé aux ménages américains de sauver un établissement 'too big to fail' [trop gros pour faire faillite]"*, affirme M.Obama.

Après des mois de négociations et de débats agités, le texte initialement très ambitieux s'est toutefois mué en une version de 2300 pages amendées et *in fine* très édulcorée. A tel point que la future loi reflète, aux yeux de certains experts, *"la victoire du lobby bancaire"*. Revue des principaux points de la réforme.

**Prévenir le risque systémique** Un conseil de surveillance de la stabilité financière sera créé pour identifier les établissements dits *"systémiques"*. Ceux dont la faillite, comme celle Lehman Brothers en septembre 2008, peut faire vaciller tout le système.

Le conseil sera présidé par le secrétaire au Trésor, et composé de dix régulateurs. Une fois identifiés, les établissements systémiques seront soumis à la vigilance de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui décidera des mesures à adopter (renforcer les fonds propres, créer une sorte de police d'assurance financée par les établissements...).

S'il est d'ores et déjà acquis que les grandes banques comme Goldman Sachs, Morgan Stanley ou Citigroup feront partie de la famille des *"systémiques"*, le sort d'autres entités reste flou. Qu'en sera-t-il par exemple des fonds spéculatifs? *"Faire partie de la liste réduira les profits des établissements. Il y aura des décisions difficiles à prendre et bien des batailles en perspective"*, prédit Robert Shapiro, président de Sonecon, conseil de l'administration Obama.

**Neutraliser les établissements "too big to fail"** Il s'agit de la seconde étape du processus. Plus dramatique. En cas de menace de faillite d'un établissement faisant planer un risque systémique, l'Etat n'assurera plus son sauvetage avec l'argent public. En lieu et place, la Compagnie fédérale d'assurance des dépôts bancaires (FDIC) organisera son démantèlement *"dans le calme"*. Les grands groupes financiers devront, eux, présenter aux régulateurs un *"testament"* prévoyant la façon dont ils devraient être liquidés en cas d'urgence.

*"L'idée est bonne mais risquée car elle n'a jamais été testée, indique Thomas Philippon, professeur de finance à l'Université de New York. Lorsqu'un bâtiment présente un risque d'incendie, on répète le processus d'évacuation. Ici il faudra attendre l'accident pour savoir si le dispositif est efficace."*

**Limiter les activités spéculatives des banques** A l'origine, l'idée émanant de Paul Volker, conseiller économique du président Obama, consistait à *"casser les banques en morceaux"* afin de distinguer les activités de banques de dépôts de celles de banques d'affaires. Autrement dit, de revenir au Glass Steagall Act, voté après la crise de 1929 et aboli en 1999.

Dans les faits, la règle de Volker a été sensiblement aménagée. Les banques commerciales ne pourront plus exercer des activités de *"trading pour compte propre"*. En clair, il leur sera interdit de spéculer avec leur argent. En outre elles ne pourront plus investir plus de 3 % de leurs fonds propres dans un fonds spéculatif ou un fonds de capital investissement.